

Recherches sociographiques



Louise FOURNIER, *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*

Andrée Fortin

Volume 41, Number 1, 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057342ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057342ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)

1705-6225 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Fortin, A. (2000). Review of [Louise FOURNIER, *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*]. *Recherches sociographiques*, 41(1), 132–133.

<https://doi.org/10.7202/057342ar>

En conclusion, il est paradoxal que même le gouvernement péquiste, qui répète fréquemment son désir de faire du Québec un pays, n'ait ni les moyens de ses ambitions dans le domaine de la politique internationale ni une vision politique stratégique cohérente. Est-ce que l'État québécois possède encore les instruments de ses revendications internationales ? La réponse est certainement non. Le Québec a été toujours tiraillé entre l'internationalisation de ses politiques domestiques et la difficulté d'ajuster celles-ci à la réalité mondiale, avec une marge de manœuvre très mince. Le paradoxe s'explique en reprenant le vocabulaire de MAZMANINAN et SABATIER :

[...] la politique internationale du Québec n'est pas fondée sur des objectifs clairs, la théorie causale entre les activités faites et les objectifs poursuivis n'est pas évidente, l'allocation de ressources nécessaires a toujours été limitée, l'intégration hiérarchique des organisations en cause a généralement été faible et le personnel qualifié disponible était rare (p. 154).

Dans une « anarchie organisée » comme le MRI, de même que dans d'autres semblables comme le ministère de l'Éducation, de l'Environnement, etc., au Québec « ... le processus compte autant que le contenu » (p. 159).

Martin LUBIN

Département de science politique,
Plattsburgh State University.

Louis FOURNIER, *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*, Montréal, Lanctôt, 1998, 509 p.

Le titre de ce livre très instructif est doublement trompeur. Tout d'abord sa lecture convainc rapidement qu'il n'y a pas vraiment lieu de parler du Front de Libération du Québec (FLQ) ou d'un mouvement au singulier, tant les cellules apparaissent (puis disparaissent !) sans que la filiation entre elles soit autre que symbolique et sans qu'il existe de véritable coordination entre cellules contemporaines. Plusieurs se réclameront du FLQ, dans des textes ou dans leurs actions, mais n'en ont pas la même définition, ni le lui attribuent les mêmes objectifs ; le seul trait commun entre eux étant l'indépendantisme, terme on ne peut plus polysémique. Pire, à cette hétérogénéité des acteurs et de leurs objectifs, il faut ajouter que, après les événements d'octobre, les manifestations attribuées à ce « mouvement clandestin » seraient essentiellement le fait d'agents provocateurs !

Tout ceci est établi avec force documentation. Fournier a scruté attentivement les sources internes au mouvement, en particulier le journal *La Cagnée*, organe officiel du mouvement ; il a aussi fait des entrevues et lu tous les (nombreux) livres écrits après coup par les ex-felquistes. Il a également épluché les rapports d'enquête sur les événements d'octobre et le rôle des forces policières : Rapport Duchaine (ministère de la Justice du Québec, 1981), Rapport Keable (ministère de la Justice du

Québec, 1981 et Rapport McDonald (Ottawa, 1981). Chose étonnante, le portrait qui se dégage des felquistes ressemble étrangement à celui de la police : amateurisme et improvisation, acharnement, perte de contrôle de la situation.

Ce portrait est tracé à travers – et voilà le second aspect en quoi le titre est trompeur – non pas l’histoire, mais une véritable chronique du FLQ qui en relate les activités en grand détail, des premiers graffitis aux ultimes bombes en passant par les liens avec les Black Panthers et l’infiltration policière. On ne trouvera pas ici de grande synthèse analytique. Au demeurant, tel n’est pas l’objectif de Fournier.

Le livre de 1998 est une édition augmentée de celui paru en 1982. Cependant, bien des questions demeurent en suspens et la lumière reste encore à faire sur plusieurs points. Par exemple, la liste des personnes emprisonnées à la suite de la Loi sur les mesures de guerre que Fournier nous propose ne compte que (!) 355 noms alors que les arrestations furent environ de 500.

Voilà somme toute un ouvrage qui, au fil des ans, gagne en pertinence. Le ton qu’emprunte Fournier, un ancien journaliste, celui de la chronique, presque de la petite histoire, rend la lecture accessible à tous ; cela dit, l’ouvrage contient en même temps une mine de renseignements qui feront le bonheur des chercheurs à qui il ouvre de nombreuses pistes, curieusement non encore achalandées.

Andrée FORTIN

*Département de sociologie,
Université Laval.*

Éric BÉDARD, *Chronique d’une insurrection appréhendée. La crise d’Octobre et le milieu universitaire*, Sillery, Septentrion, 1998, 199 p.

Cet excellent petit livre n’analyse pas la crise d’Octobre. Il étudie le comportement des principaux acteurs du milieu universitaire (étudiants, professeurs et, à un moindre degré, directions) durant cette crise, en distinguant judicieusement les actions qui précèdent la Loi des mesures de guerre de celles qui lui succèdent.

Utilisant avec intelligence la documentation disponible, Éric Bédard d’étudier les quatre universités montréalaises, ce qui donne sans doute une image du milieu universitaire plus contestataire qu’il ne l’était réellement, mais qui offre l’avantage de comparer les réactions différentes dans les institutions anglophones et francophones.

Les étudiants des universités anglophones réagissent très peu aux événements qui amorcent la crise d’Octobre. L’auteur montre que les leaders étudiants radicaux de ces institutions avaient auparavant perdu leur crédibilité et avaient été évincés de leurs postes de responsabilité, voire de l’université. Leur déclin avait été